

En ce qui concerne, la délivrance de reçus fiscaux au titre des dons perçus, je vous précise selon la doctrine administrative, l'activité de protection de l'environnement naturel recouvre la lutte contre les pollutions et nuisances, la prévention des risques naturels et technologiques, la préservation de la faune, de la flore et des sites, la préservation des milieux et des équilibres naturels, amélioration du cadre de vie en milieu urbain ou rural.

Selon cette doctrine, le caractère social se définit par une action dont l'objet est de venir en aide à des personnes en situation de difficultés du fait de la réalisation d'un risque social (chômage, pauvreté, vieillesse, exclusion ...) ou non (maladie).

Même si la Ressourcerie Bon Débaras a pour objectif de sensibiliser les citoyens à la surproduction de déchets, il n'est pas possible de reconnaître à cet organisme le caractère de protection de l'environnement naturel.

Au cas particulier, au vu des éléments apportés dans le dossier, et compte tenu des modalités de fonctionnement, il peut être considéré que l'activité de l'organisme relève du caractère social.

En conclusion, l'association entre dans les dispositions des articles 200 et 238 bis du CGI, et peut délivrer des reçus fiscaux au titre des dons qu'elle sera susceptible de percevoir dès lors qu'ils sont effectués sans contrepartie directe ou indirecte.

Ainsi, aucun reçu fiscal de réduction d'impôt ne pourra être établi en contrepartie des objets récupérés dès lors que leur valeur marchande est considérée comme nulle.

**J'appelle votre attention sur le fait que cette réponse ne pourra pas être invoquée :**

- dès lors que les éléments portés à ma connaissance seraient incomplets ou inexacts ;
- ou en cas de modification ultérieure de la situation présentée dans votre demande ;
- ou en cas de modification ultérieure de la législation ou de la doctrine ;
- dans le cadre d'une autre situation, même analogue, ou par un autre contribuable non visé dans la demande.

Cette réponse est un simple avis qui n'est donc pas susceptible d'être attaqué par la voie d'un recours pour excès de pouvoir.

J'attire votre attention sur le fait que tout organisme qui délivre irrégulièrement des reçus permettant d'obtenir une réduction du bénéfice imposable ou une réduction d'impôt est passible, conformément aux dispositions de l'article 1740 A du code général des impôts, d'une amende fiscale égale à 25% des sommes indûment mentionnées sur ces documents.

Vous disposez d'un délai de 2 mois à compter de la réception de ce courrier pour m'informer de votre intention de solliciter un second examen de votre demande initiale dans les conditions prévues à l'article L 80 CB du livre des procédures fiscales (L.P.F.). Dans cette hypothèse, je vous saurais gré de me faire savoir si vous souhaitez, vous-même ou par l'intermédiaire de votre conseil, être entendu par le collège compétent pour formuler un avis sur votre demande de second examen.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur départemental des finances publiques de l'Hérault

Le contrôleur principal

Sylvie MARSSIEROU